

# EURACTIV

## REPENSER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS UN MONDE POST-PANDÉMIE

EVENT REPORT | FÉVRIER 2021

<https://eurac.tv/9Sf7>

With the support of





# REPENSER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS UN MONDE POST- PANDÉMIE

EVENT REPORT

<https://eurac.tv/9Sf7>

*Au cours de l'année écoulée, la coopération internationale a été confrontée aux défis posés par la pandémie de Covid-19 et ses répercussions économiques, ainsi qu'à la nécessité d'un avenir plus respectueux de l'environnement.*

*Les acteurs du développement international cherchent des solutions durables pour une transformation verte des sociétés à travers le monde.*

*Ce rapport explore la manière dont la pandémie a touché les relations UE-Afrique, de même qu'il aborde les retombées du virus sur le développement et la coopération internationale dans leur ensemble. Comment l'expertise technique fournie aux pays tiers peut-elle contribuer à relever les défis à l'horizon ?*



# Contents

.....

Coopération internationale : “Il ne s’agit plus de faire pour les pays du Sud mais avec eux”	4
Relations UE-Afrique, « les planètes s’alignent »	7
La pandémie révèle l’importance d’une coopération renforcée entre l’Union européenne et ses pays partenaires	9

# Coopération internationale : “Il ne s’agit plus de faire pour les pays du Sud mais avec eux”

.....

Par : Louise Rozès Moscovenko et Magdalena Pistorius | EURACTIV France



Les plans de l’UE visant à établir un « partenariat stratégique » avec l’Afrique ont été fortement touchés par la pandémie de Covid-19. Le gouvernement portugais, qui assure la présidence tournante de l’UE pendant six mois, entend conclure l’agenda d’ici à l’été. EPA-EFE/STR [EPA-EFE/STR]

Expertise France organisait le 9 février les [Rencontres internationales de la coopération](#). Dans un contexte de crises sanitaire, économique et climatique, institutions et administrations, organisations internationales, chercheurs, ONG et acteurs de la société civile se sont mobilisés pour échanger sur de nouveaux modèles de développement axés sur la solidarité pour surmonter ces défis communs à l’échelle mondiale.

Plus de 3 400 personnes assistaient à l’événement virtuel organisé par Expertise France. Cinq ans après sa création, l’agence française de coopération technique internationale et interministérielle mobilise un réseau d’environ 10 000 experts par

an et compte actuellement 500 projets dans plus de 100 pays.

« Face à la pandémie de Covid-19 et au grand défi du siècle, nous avons besoin d’une vraie relance de la solidarité au niveau mondial », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, en guise d’introduction.

« C’est dans une même dynamique de mobilisation et de refondation que s’inscrit le projet de loi relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales que je porterai à l’Assemblée nationale la semaine prochaine, devant le Sénat au printemps et qui sera je l’espère adopté avant l’été. »



Le texte a été présenté mercredi (17 février) au palais Bourbon et vise à tenir l’engagement du président Emmanuel Macron de porter l’aide publique française au développement à 0,55 % de la richesse nationale d’ici à 2022 en augmentant la part des dons au bénéfice de 19 pays prioritaires, « pour y faire vraiment la différence ». « La santé des uns dépend de la santé de tous. C’est le sens de notre combat pour faire des vaccins contre la Covid-19 de

Suite à la page 5

Suite de la page 4

nouveaux biens publics mondiaux, dans le cadre de l'initiative ACT Accelerator (lancée par l'OMS, ndlr) », a ajouté M. Le Drian.

Le ministre prône également un changement de méthode : « il ne s'agit plus de faire pour les pays du Sud mais avec eux (...), car les défis auxquels nous faisons face sont des défis communs ».

Dans le cadre de cette loi, Expertise France va également intégrer le groupe de l'Agence française de développement (AFD). Outre cette dernière, Expertise France compte parmi ces partenaires l'État français mais aussi l'Union européenne. « Nous sommes une agence autant européenne que française », souligne Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France, et anciennement directeur général délégué de l'AFD.

### UN MODÈLE DE GOUVERNANCE À REPENSER

Selon M. Pellet, le changement d'approche est prégnant. « On ne fait plus de la coopération technique comme on le faisait il y a 30 ou 40 ans. Aujourd'hui la coopération est ouverte, partenariale, elle se fait avec tous les acteurs, de la société civile, du secteur public, des collectivités locales, de la diaspora... »

Biodiversité, inégalités de toutes sortes, climat, les défis ne manquent pas, mais la pandémie de Covid-19 a bouleversé les rapports internationaux. « Au sein de l'UE nous partageons une vision avec la France et les autres États membres sur la coopération internationale, qui existaient avant la crise de la Covid-19 mais qui a atteint un niveau d'urgence », analyse le directeur général des

Partenariats internationaux à la Commission européenne, Koen Doens.

Un point de vue partagé par le directeur général de la Mondialisation, de la Culture, de l'Enseignement et du Développement international au ministère des Affaires étrangères, Michel Miraillet. « Il n'y a pas d'autre voie de traverse que le multilatéralisme. Ces dernières années, ses principes ont été attaqués, mais on voit bien avec la crise de la Covid-19 que tous nos problèmes sont entrelacés et qu'il n'y a pas d'autres moyens que de trouver des solutions à partir du multilatéralisme, que représente par exemple l'Accord de Paris ou l'Alliance pour le multilatéralisme que nous avons lancé en 2019 avec l'Allemagne ».

« L'UE a naturellement un effet multiplicateur bienvenu. Nous devons désormais nous pencher aussi sur sa capacité à paraître comme un acteur fondamental du développement au travers de ses banques et de ses institutions financières, poursuit M. Miraillet. Aujourd'hui, la question qui se pose, au-delà des capacités de l'AFD et de la Banque allemande de développement, c'est celle d'avoir une Banque européenne d'investissement et une Banque européenne de reconstruction et de développement plus présente en Afrique. C'est un débat de fond ».

### LA COOPÉRATION INTERNATIONALE FACE AU DÉFI DU COVID-19 ET DES VACCINS

« La Covid-19 n'est pas une pandémie éphémère, c'est le signe d'une crise existentielle qui menace toute l'humanité, martèle la directrice exécutive de l'ONUSIDA et secrétaire générale adjointe des Nations unies, Winnie Byanyima. Nous ne pourrons

pas surmonter de telles menaces communes en répondant par le biais des règles internationales actuelles et d'une concurrence effrénée entre les pays. »

Mme Byanyima a tenu à rappeler qu'actuellement 9 personnes sur 10 dans les pays les plus pauvres n'auront pas de vaccination cette année. « S'ils ont de la chance, ce sera en 2022 ou 2023 », déplore-t-elle. Le président d'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa avait fustigé les pays occidentaux lors du sommet de Davos en janvier, parlant « d'apartheid des vaccins ».

« C'est vrai. Les entreprises ne produisent pas assez de vaccins et les facturent à des prix plus élevés aux pays en développement. En Ouganda par exemple, d'où je viens, une dose d'AstraZeneca est à 7 euros, 5 euros par dose pour l'Afrique du Sud, tandis qu'en Europe, la dose est à 2 euros. Où est la justice ? », s'indigne Mme Byanyima.

Selon elle, une réforme des modalités de production est indispensable pour répondre à la demande mondiale. « Les pays en voie de développement ne demandent pas la charité, ils veulent produire leur propre vaccin. Le partage des licences, du savoir-faire et de l'expertise est dans l'intérêt du monde entier », conclut-elle.

Pour le ministre tunisien de l'Économie, Ali Kooli, le nouveau coronavirus a montré nos fragilités communes au niveau mondial. « Devant la maladie, on a trouvé une forme d'égalité. Il est important de ne pas maintenir un fossé entre le Nord et le Sud et cela passe par l'accès aux médicaments et aux vaccins, explique-t-il. Chaque pays a dû d'abord composer avec l'urgence et la pression politique de son opinion publique. Maintenant il faut mettre l'effet panique derrière nous et avoir une réflexion plus globale : tout le

Suite à la page 6

## Suite de la page 5

monde a sa part de réussite. Sinon nous aurons de plus en plus du mal a gérer nos politiques. »

Même constat du côté de la science.



La pandémie de Covid-19 ayant révélé les défauts dans la communication publique vis-à-vis des données scientifiques, Françoise Barré-Sinoussi – prix de Nobel de médecine et de physiologie, professeure émérite à l'institut Pasteur et directrice de recherche émérite à l'Inserm – plaide là aussi pour une « politique du tous ensemble » dans le milieu de la recherche et de la santé.

La défiance vers les vaccins et le monde de la science plus généralement, le développement du complotisme pendant la crise, auraient démontré la nécessité de mieux communiquer avec la société. « Restaurer la confiance publique dans la science, cela passerait par plus d'interaction avec les citoyens, à travers des ambassadeurs de la science par exemple », explique la virologue. Une meilleure coopération entre chercheurs, le personnel soignant, les décideurs politiques mais aussi la société civile serait « critique pour

répondre à des pandémies comme celle que nous vivons aujourd'hui à l'avenir ».

## L'IMPORTANT DE L'INNOVATION NUMÉRIQUE

La place dominante du numérique dans la réponse à la crise a également été révélée par la pandémie. Plusieurs invités des Rencontres internationales se sont ainsi penchés sur la question de l'innovation et de son rôle dans la coopération au développement. L'immunologiste kényane Yvonne Mburu, fondatrice de Nexakili (un réseau visant le transfert de savoir dans le monde de la santé, de la science et de la technologie), plaide pour une « révolution dans le monde de la coopération internationale ».

La crise sanitaire et écologique « oblige chaque pays à revoir son modèle de développement », déclare-t-elle, affirmant que nous sommes désormais « tous des pays en développement, un développement qui doit respecter notre environnement ». Il ne s'agirait donc plus de « partager le monde en certains qui enseignent et ceux qui reçoivent, mais de lancer une véritable coopération au développement qui reconnait que nous avons tous quelque chose à apprendre ».

Avis partagé par Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) : « Nous sommes tous en développement durable », explique-t-il, « et les solutions naissent de partout ». Il faudrait donc, selon lui, commencer à voir dans l'action au développement pas seulement une aide, mais aussi un « investissement dans des solutions dont on va pouvoir s'inspirer pour notre propre transformation ». Il y aurait par exemple des « leçons à tirer de la manière dont on a géré la crise du Covid-19 en Afrique ». D'où l'importance de « créer des liens entre notre expertise et la leur et d'avancer ensemble ».

« La pandémie a mis l'accent sur la nécessité d'innover », affirme aussi Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures. Or, l'innovation et l'aide au développement devraient se faire dans l'écoute des populations locales.

Un point vivement défendu par la militante écologiste Hindou Oumarou Ibrahim, membre de la communauté pastorale des Mbororo du Tchad et présidente de l'association des femmes peules & des peuples autochtones du Tchad (AFPAT). « On ne peut pas réaliser un projet sans que la communauté locale soit impliquée », martèle-t-elle. « Le numérique est très important, mais il s'arrête en ville. Si on n'a pas d'électricité, on ne peut pas faire fonctionner un ordinateur. Il faut donc innover par rapport aux besoins des communautés. » Mieux innover et coopérer impliquerait donc de créer des projets « à la hauteur des communautés », en leur donnant un accès direct aux financements dont ils ont besoin et en respectant et soutenant les savoir-faire sur le terrain.

Enfin, l'écoute concerne aussi la jeunesse. « La jeunesse innove beaucoup dans l'espace urbain comme dans l'espace rural », selon Makhtar Diop, « mais elle n'est pas bien prise en compte par les pouvoirs publics ». Sur le terrain, « on s'adresse aux anciens du village ». Alors même que, comme le souligne aussi Rémy Rioux, ce sont les jeunes qui – compte tenu de la durée des projets et des remboursements des prêts – devraient être associés dans une vision long-terme. Et ainsi pouvoir contribuer à « bâtir ce grand projet qui va nous faire sortir de la crise », ensemble.

## INTERVIEW

# Relations UE-Afrique, « les planètes s'alignent »

.....

By Alexandra Brzozowski | EURACTIV.com



Les plans de l'UE visant à établir un « partenariat stratégique » avec l'Afrique ont été fortement touchés par la pandémie de Covid-19. Le gouvernement portugais, qui assure la présidence tournante de l'UE pendant six mois, entend conclure l'agenda d'ici à l'été. EPA-EFE/STR [EPA-EFE/STR]

**L**es plans de l'UE visant à établir un « partenariat stratégique » avec l'Afrique ont été fortement touchés par la pandémie de Covid-19. Le gouvernement portugais, qui assure la présidence tournante de l'UE pendant six mois, entend conclure l'agenda d'ici à l'été.

« Nous aurons cette année une nouvelle Commission africaine avec de nouvelles priorités, je pense donc que les planètes s'alignent maintenant pour renforcer les relations UE-Afrique », a déclaré Jeremy Pellet à EURACTIV, directeur général d'Expertise France, une agence française d'expertise

technique internationale et d'aide au développement.

« La pandémie a remis en cause presque tous les projets que nous avons partout dans le monde », a-t-il ajouté.

L'un des principaux défis des prochains mois sera de surmonter les répercussions de la crise sur l'économie et le développement.

« Dans ce contexte, les prochains fonds extérieurs de l'UE seront essentiels pour aider les pays à se remettre de cette crise ».

L'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale de l'UE pour 2021-2027 (NDICI), doté de 70,8 milliards d'euros, est destiné à soutenir le développement durable en Afrique, en Asie, en Amérique, dans le Pacifique et dans les Caraïbes.

« Le soutien de l'UE au développement est et restera très fort pour les années à venir, et il est également plus politique qu'auparavant, ce qui montre que l'UE veut être présente non seulement en tant que donateur mais aussi en tant qu'acteur diplomatique », a expliqué M. Pellet.

L'un des principaux domaines

Suite à la page 8

Suite de la page 7

prioritaires de la France sera l'accent mis sur l'Afrique.

*« Nous serons là pour répondre aux priorités françaises et européennes en matière de développement international : L'Afrique, face aux défis mondiaux, l'action sur le climat, la santé, le développement économique, seront des éléments clés face à la pandémie », a-t-il renchéri.*

*« Nous nous concentrerons sur la région du Sahel, où nous avons un intérêt particulier à soutenir les États pour qu'ils soient présents sur tous les territoires – nous traitons plusieurs questions là-bas où nous soutenons des systèmes de sécurité efficaces, le développement des services publics et travaillons à l'amélioration de la gouvernance et de l'État de droit ».*

À la mi-janvier, le président Emmanuel Macron a ouvert la porte à un éventuel retrait de certaines troupes de la région du Sahel en Afrique, en déclarant que la France pourrait « ajuster » ses opérations après les succès remportés contre les militants islamistes et l'arrivée de forces européennes plus nombreuses.

La France, ancienne puissance coloniale dans la région, est la plus grande présence militaire occidentale menant des opérations anti-insurrectionnelles au Mali et dans le Sahel, une région aride du nord-ouest de l'Afrique, juste en dessous du désert du Sahara.

Une décision à ce sujet devrait être prise lors du prochain sommet conjoint de la France et des pays du Sahel du G5 en février à N'djamena,

la capitale du Tchad.

Dans le même temps, l'initiative chinoise « Belt and Road Initiative » (BRI) devrait permettre de tisser des liens économiques, politiques et sécuritaires entre l'Afrique et la Chine, et de faire progresser les intérêts géopolitiques de Pékin.

Au cours des dernières années, la Chine a rapidement accéléré sa présence sur le continent, du développement des infrastructures au commerce et à l'éducation.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a profité de sa récente visite en Afrique pour signaler que Pékin était toujours disposé à financer des projets d'infrastructure dans le cadre de ladite initiative, malgré les inquiétudes que ce projet de plusieurs milliards de dollars ne soit confronté à des coupes budgétaires dans un contexte de ralentissement économique imminent en raison de la pandémie.

Les diplomates européens craignent que Pékin ne gagne les cœurs et les esprits sur le continent africain en prétendant offrir une aide au développement « sans conditions », c'est-à-dire sans les conditions que l'UE attache à son aide financière.

*« En ce qui concerne la Chine, nous ne devons pas être naïfs car nous savons que parfois derrière les approches de coopération internationale, il peut y avoir des intérêts diplomatiques », a soutenu M. Pellet.*

À la question de savoir dans

quelle mesure il voyait les relations franco-africaines remises en cause par la Chine sur le plan économique, le représentant d'Expertise France a répondu que « la réponse devrait être européenne ».

*« Notre meilleure réponse est de travailler entre Européens pour développer ensemble nos partenariats en Afrique, en nous appuyant sur une expertise de qualité et sur la solidarité », a-t-il conclu.*



PROMOTED CONTENT

DISCLAIMER: All opinions in this column reflect the views of the author(s), not of EURACTIV Media network.

# La pandémie révèle l'importance d'une coopération renforcée entre l'Union européenne et ses pays partenaires

.....

Par : Gaston Schwartz, Jean Van Wetter, Jérémie Pellet et Koen Doens



[Expertise France]

**D**epuis mars 2020, le monde entier est plongé dans une crise inédite, qui n'est pas terminée mais dont il est déjà possible de tirer quelques enseignements.

*Koen Doens est le Directeur général des Partenariats internationaux de la Commission européenne. Jérémie Pellet est le Directeur général d'Expertise*

*France. Gaston Schwartz est le Directeur général de LuxDev. Jean Van Wetter est le Directeur général d'Enabel.*

La pandémie a dans un premier temps mis à l'épreuve la solidarité. Néanmoins, l'Europe a tenu bon sur ses valeurs fondamentales. Elle a fait un choix fort en maintenant et même renforçant ses dispositifs de

solidarité à l'égard de nos partenaires, alors même qu'elle affrontait sa plus grave récession économique depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le 8 avril 2020, à peine un mois après que la Covid-19 a été requalifiée en pandémie par l'OMS, l'Union européenne, premier bailleur mondial, présentait un plan de soutien

---

Suite à la page 10

Suite de la page 9

européen aux efforts de nos pays partenaires dont la valeur a depuis atteint 38,5 milliards d'euros.

Pour plus d'impact, elle a lancé l'approche Equipe Europe, visant à combiner les ressources et le savoir-faire des institutions européennes, des États membres et de leurs opérateurs techniques et institutions financières. Cette démarche s'est traduite dès le printemps 2020 par un effort de coordination inédit.

L'Europe a ensuite adopté, le 10 novembre 2020, un budget pluriannuel qui consacre une augmentation sensible de l'enveloppe dédiée à l'action extérieure, incluant l'aide au développement. L'approche Equipe Europe sera au cœur de la programmation de cette enveloppe.

La crise sanitaire nous a collectivement fait prendre conscience qu'au-delà des spécificités de chacun, les principaux défis du siècle en cours seront communs. Nos partenariats, à commencer par celui avec le continent africain, seront dès lors décisifs.

Les institutions européennes et les agences de développement et de coopération des États membres poursuivront ensemble leurs efforts autour de trois objectifs:

- Capitaliser sur l'expérience politique de la construction européenne et les valeurs qui la sous-tendent pour promouvoir de nouvelles formes de vivre ensemble et de gouvernance des biens publics mondiaux ;
- Construire des alliances à même de répondre aux grands défis globaux de notre époque – changement climatique, mobilité, paix et sécurité, transformation digitale, inégalités ;
- Encourager l'échange entre pairs, en réponse aux besoins de nos partenaires, et mobiliser une expertise européenne de haut niveau pour proposer des solutions innovantes.

Une coopération européenne ambitieuse doit reposer sur un partenariat renforcé entre les institutions européennes, les États membres et leurs opérateurs techniques et institutions financières. Cette perspective a été confirmée lors de la réunion annuelle de l'assemblée générale du [réseau des praticiens européens](#), qui s'est tenue le 4 mai 2020.

Les agences de coopération telles qu'Expertise France, Enabel et Luxdev sont pleinement engagées dans cette démarche. Cette recherche de synergies doit également se faire avec les institutions financières européennes. Comme l'ont souligné les conclusions du sommet Finance en Commun, les systèmes financiers des pays partenaires forment la clé de voûte de leur développement durable.

En France, l'intégration prochaine d'Expertise France au groupe AFD contribuera à mobiliser un plus grand effet de levier en soutien à ces systèmes. Un rapprochement entre le réseau des praticiens européens (actuellement co-présidé par Enabel-Luxdev) et les banques

de développement contribuerait également à cette ambition.

« Au jour des grandes crises, la fièvre des idées est salutaire » disait Emile de Girardin. La pandémie nous invite à inventer de nouveaux cadres d'action: travaillons ensemble dans une approche #TeamEurope pour affronter ensemble les défis de demain !



 Pour de plus amples  
informations sur les  
éditions spéciales  
d'**EURACTIV**

**Contactez-nous**

**Alexandra BRZOZOWSKI**

*Network Regional Coordinator Visegrad*  
[alexandra.brzozowski@euractiv.com](mailto:alexandra.brzozowski@euractiv.com)  
tel. +32 (0) 2 226 58 21

**Teresa DOMINGUEZ**

*EU Affairs Senior Manager*  
[teresa.dominguez@euractiv.com](mailto:teresa.dominguez@euractiv.com)  
tel. +32 (0) 47 601 78 26